



Revue de presse



Mardi 26 Avril 2022

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

PLUSIEURS SYNDICATS AVAIENT LANCÉ CET APPEL : Une grève de deux jours dès aujourd'hui

Au-delà du mot d'ordre de grève en soi, cette action est également un pari pour les organisations syndicales qui font face à une «mise en garde» émise par le ministère du Travail.

C'est aujourd'hui que débutera la grève de deux jours à laquelle ont appelé les syndicats du secteur de la Fonction public. La déclaration a été signée le 16 avril par 29 organisations syndicales qui ont été rejointes, par la suite, par d'autres syndicats.

La protestation des travailleurs est en lien, bien entendu, avec la détérioration du pouvoir d'achat qui s'est accentuée ces derniers temps avec une hausse très importante des prix des produits alimentaires et autres. Les revendications de ce collectif, dont font partie, entre autres, des syndicats du secteur de l'éducation, à l'image du Cnapeste, CLA, SNTE, Satef ou Snapeste, de celui de la santé, comme le SNPSP ou le SNCCSP, ainsi que des entités activant dans d'autres secteurs, s'articulent autour de «l'augmentation de la valeur du point indiciaire de 45 à 100 DA, la mise en place d'un observatoire national pour la préservation du pouvoir d'achat ainsi que l'ouverture du dossier du régime indemnitaire pour la révision des primes allocations et l'actualisation de la prime de zone par rapport à l'actuel salaire de base et non celui de 1989».

Les décisions prises récemment par les pouvoirs publics de réduire l'IRG, une disposition prise dans la loi de finances 2022, et de réviser la grille du point indiciaire (le

nouveau texte prévoit une augmentation de 50 points indiciaires pour tous les fonctionnaires, ce qui se traduirait, selon toute vraisemblance, par une hausse du salaire de 2250 DA) n'ont pas apparemment satisfait les représentants des travailleurs.

La décision relative au point indiciaire, d'après les syndicats, «ne pourra rééquilibrer le pouvoir d'achat des citoyens dans un contexte marqué par une forte flambée des prix des produits de large consommation». Même chose pour ce qui est des retraités, non satisfaits également des dernières hausses, dont une organisation (OSRA) a appelé ses membres à «rejoindre» ce mouvement de grève.

DÉSAMORCER LA CRISE

Et au-delà du mot d'ordre en soi, cette action est également un pari pour les organisations syndicales qui font face à une «mise en garde» émise par le ministère du Travail qui, le 21 avril, a rendu public un communiqué dans lequel il relève que «la Confédération des syndicats algériens (CSA) n'a pas reçu à ce jour le récépissé d'enregistrement de sa déclaration de constitution lui permettant d'activer légalement», alors que «la coordination syndicale, dénommée Syndicats algériens du secteur de la Fonction publique (SASFP), n'est pas une organisation syndicale reconnue au sens des dispositions de la loi n°90-14».

Cela ne semble pas, a priori, faire revenir les syndicats sur leur décision. C'est probablement dans le but de «désamorcer» la crise qui se profile que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, samedi 23 avril, une augmentation des salaires et de l'allocation chômage, qui interviendra, d'après lui, «d'ici la fin de l'année et entrera en vigueur début janvier 2023», ce qui dépendra des «résultats définitifs des recettes nationales devant être réalisées à fin 2022». Dans tous les cas de figure, la détérioration du pouvoir d'achat due à la hausse continue des prix des produits alimentaires a affecté beaucoup d'Algériens. Les syndicats autonomes, mais d'autres aussi, comme les unions UGTA des wilayas de Béjaïa et Tizi Ouzou, qui avaient lancé un appel à une grève pour les 24 et 25 avril, estiment que les dernières décisions, **relatives à l'IRG, le point indiciaire et les retraites, ne peuvent aucunement combler l'érosion des budgets des ménages enregistrée ces derniers mois.**



IL APPORTE SON SOUTIEN AUX SYNDICATS AUTONOMES : Le syndicat des retraités réclame l'abolition «pure et simple» de l'IRG

L'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA) apporte son soutien aux syndicats autonomes. Dans une déclaration rendue publique dimanche, le bureau national d'OSRA exprime son «soutien indéfectible» à la grève de deux jours (26 et 27 avril) à laquelle a appelé la Confédération des syndicats autonomes (CSA).

Le syndicat demande, à cet effet, à «tous ses adhérents en particulier et tous les retraités en général à trouver les formes et les moyens d'exprimer dans les faits leur solidarité avec ces

travailleurs et leurs syndicats pour la réussite de ces deux journées de protestation». L'OSRA considère que les travailleurs actifs et les retraités «sont liés par les mêmes conditions de vie, la même situation sur le plan économique et social et subissent les mêmes agressions d'un pouvoir autiste.

Donc sont unis par le même sort et le même devenir et, de ce fait, liés par le même combat», précise le communiqué signé par le SG de ce syndicat, A. Badaoui, qui appuie la plateforme de revendications des syndicats du secteur de la Fonction publique.

Le bureau du syndicat des retraités exprime son «inquiétude» face à la situation qui prévaut dans le pays, en particulier sur le plan économique et social, et constate «avec amertume et regret que les classes sociales les plus fragiles et les couches les plus déshéritées sont menacées dans leur pouvoir d'achat, dans leur vie de tous les jours, dans leur existence et même dans leur dignité d'êtres humains».

Tout en apportant sa «caution» à l'appel lancé par les syndicats autonomes pour dénoncer une «terrible situation, caractérisée par une dégradation violente et vertigineuse du pouvoir d'achat de tous les travailleurs, retraités et chômeurs», le syndicat a réitéré son appel adressé aux autorités pour satisfaire sa plateforme de revendications.

Ainsi, il réclame une augmentation «conséquente» des pensions de retraite en dehors de la revalorisation annuelle de celles-ci, et ce, pour amortir la chute du pouvoir d'achat des retraités. Pour le syndicat, la revalorisation annuelle des pensions doit être «à la hauteur de l'inflation subie et de la perte du pouvoir d'achat». Le syndicat souhaite une «revalorisation» du SNMG en l'alignant sur la pension minimale du retraité.

Il réclame l'abolition «pure et simple» de l'IRG pour les retraités de la Caisse nationale des retraites (CNR), «qui ne doivent pas être doublement sanctionnés». Il plaide aussi pour la création d'un observatoire de veille qui aura pour mission d'évaluer les risques de dégradation du pouvoir d'achat et de proposer les solutions adéquates pour éviter la précarité des couches les plus sensibles.

L'organisation souhaite, par ailleurs, la délivrance «immédiate» du récépissé d'enregistrement de son organisation par le ministère du Travail



RATIONALISATION DES IMPORTATIONS ET PROTECTION DE LA PRODUCTION NATIONALE : Un nouveau document exigé aux importateurs

Une nouvelle note de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), adressée aux banques, annonce la mise en service d'une «plateforme électronique pour le produit national, interactive et accessible à tous les secteurs et opérateurs économiques».

Les opérateurs économiques sont, selon les directives du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, dans l'obligation «de consulter cette plateforme, préalablement à toute opération de domiciliation bancaire, et ce, afin de vérifier l'indisponibilité des produits à importer sur le marché national», indique la note de l'ABEF.

Le département du Commerce justifie cette obligation par le souci de «réglementation et rationalisation des importations». Le même communiqué précise, en outre, que chaque opération de domiciliation bancaire pour l'importation des produits destinés à la revente en l'état est soumise à l'obtention d'un document délivré par les services de l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex), à joindre au dossier de domiciliation déposé auprès des agences bancaires.

La nouvelle directive invite ainsi les banques à «exiger préalablement ce document pour toute opération de domiciliation bancaire, sollicitée par les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation pour la revente en l'état, et ce, dès réception de la note en question».

Opérateurs économiques et experts financiers ont été nombreux à commenter sur les réseaux sociaux, notamment LinkedIn, cette obligation en la qualifiant de nouveau «verrou» à l'opération d'importation et énième procédure bureaucratique à ajouter aux difficultés rencontrées sur le terrain du commerce extérieur.

«On te donne un registre de commerce revente en l'état pour ensuite te bloquer avec le certificat de respect tu passes le cap, la banque te demande 120% pendant un mois au minimum, si tu survis, les impôts, la CNAS et la Casnos te cherchent des poux dans ta pauvre tête de chauve et si, par miracle, tu es encore debout, on te dit que tu ne peux pas importer ce qui est fabriqué ici !!!

Ne donnez pas de registre du commerce dès le début alors», s'exclame un opérateur. D'autres s'interrogent sur le pourquoi et le comment de l'utilisation de la plateforme en question. Cette dernière est une cartographie du produit algérien. «Il s'agit d'une banque de données qui regroupe tous les producteurs nationaux activant dans les domaines industriel, agricole et artisanal.

Cette plateforme électronique met en exergue l'évolution et la diversification de la production nationale d'une part, elle représente un instrument de prise de décision dans le cadre de l'élaboration de la politique commerciale nationale d'autre part», explique le texte introductif de présentation de ladite plateforme.



Indices : Le Brent recule à 101,84 dollars

Les prix du pétrole flanchaient hier avec la perspective d'une demande limitée en Chine, premier importateur mondial de brut, où le gouvernement lutte contre une reprise de la pandémie de Covid-19. L'idée que des confinements vont empêcher les déplacements mais

également limiter l'activité industrielle faisait perdre 4,51% au Brent pour livraison en juin, référence du marché en Europe, à 101,84 dollars pour un baril.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois, référence américaine, cédait 4,55% à 97,43 dollars. Alors que la quasi-totalité des 25 millions d'habitants de Shanghai sont confinés depuis début avril, les investisseurs redoutent qu'un scénario similaire s'applique à Pékin, où le nombre de cas détectés augmente. Selon les analystes, cette situation aura un effet direct sur le marché des matières premières, vu le poids économique de la Chine.

La demande chinoise de certains types de carburants (essence, diesel et kérosène pour l'aviation) a déjà reculé de 20% en avril 2022 par rapport à un an plus tôt, rapporte l'agence Bloomberg en citant des sources au ministère de l'Énergie chinois. Parallèlement à la situation sanitaire en Chine, les perturbations de l'approvisionnement sont amoindries.

La production a notamment repris en Libye sur des sites qui avaient été perturbés par des blocages, affirme le ministre de l'Énergie aux agences financières. Les prix du baril restent en hausse sur six mois de plus de 18% pour le Brent et de plus de 16% pour le WTI.



[Nouvelle loi sur l'investissement : «impulsion à l'économie»](#)

Conseiller en développement économique, Abderrahmane Hadeff assure que les décisions du Président de la République, annoncées samedi à la presse nationale, donneront une impulsion qualitative à tous les domaines et contribueront à faire de 2022 une année économique par excellence.



[Grève des fonctionnaires: Un autre syndicat se joint au débrayage](#)

Le Syndicat national autonome des fonctionnaires des intendants de l'éducation (SNAFIE) a annoncé, dimanche, se joindre à la grève nationale prévue les 26 et 27 avril en protestation contre la nouvelle grille salaire jugée insuffisante. Dans un communiqué, le SNAFIE appelle ses adhérents à «s'abstenir de toutes les fonctions administratives, éducatives, financières et de comptabilité» ainsi que «s'abstenir de recevoir ou délivrer tout document y compris ceux liés aux salaires», durant les deux journées de grève.



Dossier sensible

Continuer à dépenser près de 17 milliards de dollars chaque année pour le seul chapitre des transferts sociaux devient insupportable pour le budget de l'Etat. Le président Tebboune l'a annoncé samedi, une commission nationale sera constituée fin mai prochain, chargée de la révision des subventions publiques en vue de passer des subventions généralisées vers des subventions orientées aux véritables bénéficiaires. Il est inique, voire immoral, qu'un Algérien qui gagne à peine le SMIG achète la baguette de pain ou le sachet de lait au même tarif qu'un multimilliardaire.



L'Etat-mamelle et la gamelle !

En haut, l'on nous dit que «toutes les mesures seront prises», pour assurer le minimum syndical de joie et de bonheur aux Algériens. C'est vrai que le pays a de l'argent et là est l'essentiel. Mais plusieurs étages plus bas, chez le peuple profond, l'on est toujours au point zéphirus, à s'interroger si un Algérien du Nord ou du Sud, de l'Ouest ou de l'Est du pays, n'est pas simplement un homme qui ne veut plus regarder nulle part, y compris dans son propre miroir « brisé ». S'il faut se sustenter pour remplir son « vicariat » sur terre ou simplement entrer par un bout pour sortir, édenté par l'autre. L'Algérien réclame du travail sans trop consommer son huile de coude.



Importations : de nouvelles exigences pour les domiciliations bancaires

Dans le but de réduire la facture des importations et rationaliser les dépenses publiques, de nouvelles mesures sont prises concernant les procédures d'importations. Dans une note datée du dimanche 24 avril 2022, adressé aux directeurs des banques et établissements financiers, l'Association Professionnelle des Banques et des Etablissements Financiers (ABEF), exige aux opérateurs économiques un document supplémentaire pour toute opération de domiciliation bancaire. Le but est celui d'interdire toute importation de produit disponible localement.

Alliance Assurances affiche une bonne santé financière

Alliance Assurances vient de rendre public son rapport de gestion pour l'exercice 2021. La compagnie a clôturé l'année 2021 avec 4,82 milliards de dinars de chiffre d'affaires, en progression de 2% soit +95 271 535 DA. Le segment «Entreprise» représente 49,4% du portefeuille de la compagnie. L'Auto Particulier et le Non Auto Entreprise enregistrent une progression de +69 MDA chacune. La Flotte est la seule branche qui a fléchi de -63,29 MDA.



شروط إضافية لتوطين المنتجات الموجهة للبيع على الحال في البنوك : رسميا.. حظر استيراد كل ما هو منتج محليا

تزامنا مع الارتفاع الذي تشهده أسعار المنتجات المستوردة في السوق العالمية والتي زادت حدتها بفعل الحرب الروسية الأوكرانية، سارعت الحكومة إلى احتواء عمليات خروج العملة الصعبة نحو الخارج، من خلال فرض منصة رقمية للمنتجات الوطنية متاحة لكافة القطاعات، يُمنع على المستوردين طلب التوطين البنكي قبل معاينتها، فيما معناه منع رسمي لاستيراد كل ما هو منتج محليا، إذا ثبت توفره في المنصة الرقمية الجديدة.

La mise en garde du CPA

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) met en garde ses clients contre une campagne de hameçonnage visant à les inciter à communiquer des données personnelles comme les comptes d'accès ou les mots de passe en se faisant passer pour leur banque.



Le CPA précise que l'approche se fait par l'envoi de faux messages par mail et appelle ses usagers à se méfier de tout message leur paraissant douteux et, surtout, d'éviter de communiquer des informations sensibles relatives à leurs comptes bancaires par messagerie ou téléphone.

IMPORTATIONS

Un nouveau tour de vis

La restriction des importations fait l'objet, depuis deux ans notamment, d'une série de directives et de notes avec comme objectif, d'une part, de contribuer à protéger la production locale, et de participer, d'autre part, à éviter que les réserves de change continuent à s'effilocheur à un rythme qui, il n'y a pas encore si longtemps, inquiétait au plus haut point.

Une nouvelle note a été adressée au début de cette semaine par l'Association des banques et établissements financiers (Abef) à ses adhérents, enjoignant à ceux-ci, désormais, d'exiger un nouveau document pour toute opération de domiciliation bancaire sollicitée par les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation pour la revente en l'état. En fait, c'est après que le ministère de tutelle de l'Abef, soit le ministère des Finances, eut été informé par son pair du Commerce et de la Promotion des exportations de l'entrée en exploitation d'une plateforme électronique dédiée au produit national, interactive et accessible à tous les secteurs et opérateurs économiques. Une plateforme que les opérateurs parmi les importateurs sont tenus de consulter afin de vérifier si le produit qu'ils comptent importer est bel et bien indisponible sur le marché national et si c'est le cas, la domiciliation bancaire de l'opération peut être exécutée conformément à la réglementation.

Dans cette note, il est stipulé que, désormais, il est exigé que soit établi un document délivré par les services de l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex) pour toute opération de domiciliation bancaire pour l'importation de produits destinés à la revente en l'état. Document exigé et comptant parmi les



pièces à joindre au dossier déposé auprès des agences bancaires pour l'opération de domiciliation de l'importation des produits destinés à la revente en l'état. Dorénavant, les banques sont tenues d'exiger préalablement le document établi par l'Algex pour toute demande de domiciliation bancaire sollicitée par les importateurs de produits pour la revente en l'état, explique l'Abef.

C'est donc une nouvelle exigence de la part des autorités en charge de veiller à la restriction des importations qui succède, ainsi, à cette autre exigence vieille d'à peine un peu plus d'un mois, lorsque le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations est de nouveau monté au créneau en exigeant de nouveaux documents aux importateurs pour la domiciliation bancaire des opérations d'importation de matières premières et de marchandises destinées à la vente en l'état. Outre les

documents constituant le dossier d'importation et devant être déposés au niveau des inspections frontalières, le dossier doit inclure d'autres documents depuis le 13 mars dernier. «une copie du certificat de conformité aux conditions et modalités d'exercice de l'activité d'importation des matières premières, des produits et des marchandises destinés à la vente en l'état, une copie de la facture domiciliée, en plus d'une copie de la liste de colisage en cas d'importation de cargaisons non homogènes» énonçait, en effet, le ministère du Commerce qui, ainsi, n'en finit pas de ser-rer un peu plus la vis sur les importations à tout-va de marchandises et produits destinés à la revente en l'état qui ont tant fait mal à l'économie du pays, les producteurs locaux et les réserves de change notamment.

Azedine Maktour

LES SALAIRES VUS PAR UN ÉCONOMISTE

«L'augmentation doit être significative»

Le président Tebboune annonce des nouvelles augmentations salariales devant entrer en vigueur début 2023. Professeur de sciences économiques à l'Université de Tlemcen, Abdellatif Kerzabi rappelle que la question salariale est devenue récurrente, d'autant qu'elle a un lien direct avec le niveau de vie des Algériens. «Revendiquer une hausse des salaires signifie revendiquer une amélioration du niveau de vie. Toute augmentation de salaires ne peut être que la bienvenue. La déclaration va dans ce sens», affirme-t-il.

Kerzabi explique que les spécialistes ont compris que la motivation du travailleur est liée au salaire qu'il perçoit. «Plus le salaire est bas, plus l'employé a tendance à flâner pendant les heures de travail. Le salaire est une mesure de la position sociale. Il valorise l'in-

dividu dans la société quand il est important. Cette valorisation passe par l'acquisition de biens et services nécessaires à l'amélioration du niveau de vie», souligne-t-il. Selon lui, la question des salaires suscite quelques problèmes, notamment les écarts «importants» entre les catégories socio-professionnelles.

«Dans les hautes fonctions de l'Etat, ils peuvent aller jusqu'à 20 fois le SNMG, ce qui n'existe pas ailleurs», fait-il remarquer. Il estime que la hausse des prix qui pousse le citoyen à revendiquer une revalorisation salariale est due non seulement à l'inflation, mais aussi à l'intervention de spéculateurs sur les marchés. Il a, également, mis en avant certains services publics devenus, par la force des choses, payants. «C'est le cas de l'éducation nationale où certains cours pour les

classes d'examen sont dispensés en privé contre une rémunération. C'est le cas aussi des services de santé publique qui voient beaucoup de patients s'orienter vers le privé.

Ces facteurs font que le citoyen dépense beaucoup et donc favorisent la revendication salariale», note l'expert. Kerzabi constate que les salaires sont «désespérément bas».

«Travailler aujourd'hui ne permet pas d'avoir un salaire digne. Le salaire moyen est de 220 euros. Il est facile de comprendre que tout le monde est concerné, et de ce fait l'augmentation des salaires doit être générale et significative. Je pense qu'il faut changer notre manière de voir l'économie. Il faut sortir du piège néolibéral et mettre l'économie au service du citoyen», conclut-il.



■ A. H.

وزارة المالية والوظيفة العمومية تطمئنان الموظفين حول الشبكات الاستدلالية الجديدة

مراجعة القوانين الخاصة ليست شرطا لتطبيق الزيادات في الأجور

• اعتماد الرقم الاستدلالي الجديد فقط هو أساس احتساب الزيادات الجديدة

أكدت مصالح كل من الوظيفة العمومية والمالية أن إعادة ترتيب الموظفين والأعوان المتعاقدين وكذا شاغلي المناصب والوظائف العليا في الدولة في الشبكات الاستدلالية الجديدة لا تستدعي مراجعة القوانين الخاصة، بل فقط اعتماد الرقم الاستدلالي الجديد لكل صنف ودرجة، على أن يتم ذلك بدمج القرارات الجماعية للزيادة الاستدلالية في قرار واحد يعنون كل مؤسسة وإدارة عمومية، يدخل حيز التنفيذ ابتداء من أول مارس 2022 تاريخ تطبيق الشبكة الاستدلالية الجديدة للأجور.

الصيانة أو الخدمات، فتمت على أساس مستوى تأهيلهم دون مراجعة النصوص التنظيمية ذات الصلة، بل اعتمادا على الرقم الاستدلالي الجديد. وبصفة عامة يعاد ترتيب المتعاقدين في نفس الصنف وحسب سنوات الخبرة المهنية وعدد سنوات الخبرة المهنية التي كانوا يحوزونها عند تاريخ 01 مارس سنة 2022، سواء تعلق الأمر بموظفين في مناصب شغل مرتبطة بنفس الأسلاك أو متعاقدين تم توظيفهم في رتب الموظفين، في انتظار تنظيم مسابقة التوظيف أو لشغل منصب شاغر مؤقتا، وبناء على التعلية، فقد تقرر إعادة ترتيب الأعوان المتعاقدين في الشبكة الاستدلالية الجديدة، بإعداد عقود جماعية تنضم كل الأعوان في عقد واحد بعنوان كل مؤسسة وإدارة عمومية، حسب نموذج تم إرفاقه، وتبلغ هاتاه القرارات أو المقررات إلى مصالح الوظيفة العمومية، حسب الحالة، بعد إخضاعها إلى تأشيرة المراقب المالي وإمضاء السلطة التي لها صلاحية التعيين طبقا للتنظيم المعمول به. أما بالنسبة لإعادة ترتيب شاغلي الوظائف العليا في الدولة، فيعاد ترتيب الإطارات العليا الموجودين في حالة نشاط، عند تاريخ 01 مارس 2022 في نفس الصنف والقسم والدرجة التي كانوا يحوزونها في الوظيفة العليا المشغولة عند هذا التاريخ ويحتفظون بالأقدمية المكتسبة عند إعادة ترتيبهم، ويتم في هذا الإطار إعداد مقررات جماعية لإعادة الترتيب الاستدلالي الخاص بالإطارات العليا في الدولة، تضم كل شاغليها في مقرر واحد بعنوان كل مؤسسة وإدارة عمومية، حيث تخضع إلى تأشيرة مصالح الوظيفة العمومية والمراقب المالي وفقا للإجراءات المعمول بها في هذا المجال وأعلنت مصالح الوظيفة العمومية والمالية، أن قرارات ومقررات إعادة الترتيب الاستدلالي للموظفين والأعوان المتعاقدين وكذا شاغلي المناصب العليا والوظائف العليا في الدولة في الشبكات الاستدلالية الجديدة للمرتبات، تكون سارية المفعول ابتداء من أول مارس 2022 تاريخ تطبيق الشبكة الاستدلالية الجديدة للأجور.



وزارة المالية تكشف تفاصيل إعادة ترتيب الموظفين والأعوان المتعاقدين وكذا شاغلي المناصب والوظائف العليا في الدولة في الشبكات الاستدلالية الجديدة

واحد، يعنون كل مؤسسة وإدارة عمومية حسب نماذج تم إرفاقها بالمراسلة، حيث تبلغ إلى المصالح المركزية أو المحلية للمعيرية العامة للوظيفة العمومية، حسب الحالة بعد إخضاعها إلى تأشيرة المراقب المالي وإمضاء السلطة التي لها صلاحية التعيين طبقا للتنظيم المعمول به. وفيما يخص الإدارة و البلدية، فإن مشاريع قرارات أو مقررات إعادة ترتيب شاغلي المناصب العليا، تخضع للتأشيرة المسبقة لمصالح الوظيفة العمومية المختصة إقليميا طبقا للتنظيم المعمول به. وعليه، فإن المؤسسات والإدارات المعنية مطالبة بملء الجداول الملحقة بنماذج القرارات أو المقررات بالنسبة لمجموع تعداداتها حسب كل تخصص لكل منصب عال مهما تكن الوضعية القانونية الأساسية للموظف.

وبالنسبة لإعادة ترتيب الأعوان المتعاقدين الموظفين في مناصب شغل تتعلق بنشاطات الحفظ أو

يحل الرقم الاستدلالي الأدنى المنصوص عليه بموجب المرسوم الجديد محل الرقم الاستدلالي الأدنى الموافق للرتب المنصوص عليها في القوانين الأساسية الخاصة.

وهي نفس القاعدة المطبقة في احتساب الزيادة الاستدلالية للمناصب العليا في المؤسسات العمومية، سواء ذات الطابع الإداري أو العلمي والثقافي والمهني أو العلمي والتكنولوجي، وكذا أي مؤسسة عمومية تخضع لأحكام القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية. وحسب التعلية يعاد ترتيب شاغلي المناصب العليا في نفس المستويات السلمية التي كانوا يحوزونها عند تاريخ 01 مارس 2022، بداية سريان مفعول المرسوم الرئاسي رقم 22 - 139 المؤرخ في 31 مارس سنة 2022، عن طريق إعداد قرارات أو مقررات جماعية للزيادة الاستدلالية تضم كل شاغلي المناصب العليا في قرار أو مقرر

خيرة لعروسي

• وجهت مصالح المديرية العامة للوظيفة العمومية ووزارة المالية تعليمة إلى الأمناء العاميين لدى الوزارات وولاية الجمهورية، وأبناء رؤساء المشتريات والمراقبين العاليين عبر الولايات، تحمل رقم 13 وتهدف إلى توضيح كيفية تطبيق تدابير إعادة ترتيب الموظفين والأعوان المتعاقدين وكذا شاغلي المناصب والوظائف العليا في الدولة في الشبكات الاستدلالية الجديدة.

وأكدت المراسلة التي تحوز "الخبر" على نسخة منها، بأن إعادة ترتيب الموظفين في الشبكة الاستدلالية الجديدة للمرتبات، لا تستدعي مراجعة القوانين الأساسية الخاصة، ويكتفي بدل ذلك اعتماد الرقم الاستدلالي الجديد عوض الرقم الاستدلالي السابق بالنسبة لكل صنف ودرجة، ويعاد ترتيب الموظف في نفس الصنف والدرجة التي كان يحوزها عند تاريخ 01 مارس 2022، كما

قرارات الرئيس تبعت الارتياح وتقوي ضمانات التغيير

10 "مفاتيح" لتكريس الالتزامات وتعميق الإصلاحات

■ مواطنون يرخبون برفع الأجور وحماية القدرة الشرائية ■ الشباب يثمنون تنصيب "مجلسهم" والزيادة في منحة البطالة
■ الطابع الاجتماعي للدولة يعزز العلاقة بين الدولة والمواطن ■ لا تلغى عن الطبقة الهشة.. والدعم لمن يستحق فقط

تضمنت القرارات الأخيرة التي أعلن عنها رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، تدابير إيجابية استحسنها المواطن، خاصة ما تعلق بالجانب الاجتماعي والاقتصادي والتي تصب في خانة حماية القدرة الشرائية ودعم الطبقات الهشة التي تضررت كثيرا من الزيادات الأخيرة في الأسعار ومن ندرة بعض المواد الاستهلاكية المدعومة بسبب المضاربة. وتهدف هذه القرارات برأي مراقبين، إلى تحسين معيشة المواطن خاصة أصحاب الدخل المحدود والمنخفض ورفع القبن الذي يعاني منه بسبب الفلاحة وممارسة المضاربة والاحتكار من طرف لوبيات هبركة الندرة. وهي قرارات تبعت الأمل بقدر أفضل، خاصة ما تعلق برفع الأجور وضمان قوت الجزائريين من خلال توفير المواد الاستهلاكية ومجاربة المضاربة.

زولا سومر

الجمهورية بمجرد الانتهاء منه ولن يظل أي طرف.
وحرصا على خدمة المواطن وضمان تطبيق كل هذه القرارات وأخرى أشار الرئيس، إلى أن أي تعديل حكومي يقوم به يكون مبنيا على تقييم أداء الوزراء ومدى تطبيق مخرجات مجلس الوزراء. مؤكدا أن أي تعديل حكومي يجب أن يكون "فعالاً" حتى تتحقق السرعة في تطبيق القرارات المتخذة على مستوى مجلس الوزراء واجتماعات الحكومة.

تعديل حكومي مدروس.. وتحرير الاستثمار

وأضاف رئيس الجمهورية، أن أعضاء الوزراء في الحكومة "تتوفر لديهم الإرادة"، غير أنه اعتبر بأن التجربة أمر "يكسب بالممارسة والمثابرة"، في الوقت الذي أقر فيه بإخضاع بعض أعضاء الحكومة في أداء مهامهم.

ومن بين القرارات التي أعلن عنها الرئيس أيضا هي الإفراج عن قانون الاستثمار الجديد، سيعرض أمام مجلس الوزراء في غضون شهر، مؤكدا أن سنة 2022 هي "سنة اقتصادية بامتياز" بفضل التسهيلات المتعددة التي أقرت في المجالات الاقتصادية ولتأشدة الاستثمار. وهو القانون الذي يسترطه للتعااملين الاقتصاديين الذين يطالبون بالاستقرار في القوانين الاقتصادية التي تعد اللبنة الرئيسية لجلب المستثمرين الخواص وتحسين مناخ الأعمال.

وتأتي هذه القرارات تعزز الإجراءات المتخذة من قبل والتي تصب كلها في سياق مواصلة تكريس الإصلاحات الشاملة والتغيير بما يخدم المواطن ويحفظ الطابع الاجتماعي للدولة ويستجيب لانشغالاته وتطلعات العمال والطبقة الشفيلة، وكذا التزاما بالتعهدات الـ 54 التي قدمها رئيس الجمهورية في برنامجه الانتخابي ووعده للمواطن بتطبيقها تدريجيا ووفق ما هو متاح.

الشباب في صميم الأولويات

وحرصا على خدمة فئة الشباب التي تعاني من البطالة والإقصاء الذي شكل لديها إحباطا وجعلها تعزف عن ممارسة السياسة أفاد الرئيس تبون، بأن تنصيب المجلس الأعلى للشباب سيتم بعد نحو شهر من الآن، حيث سيكون متبرا لإشراك هذه الفئة في اتخاذ القرارات التي تخصها، في حين دعاها إلى التحني بالوطنية والدفاع عن الجزائر، كما جدد التزامه بحل مشكل البطالة مع التكفل التام بهذه الفئة ومواصلة العمل على تحقيق ذلك.

وقال الرئيس تبون، بأن الجزائر تصعد على ما تتميز به من حيوية شبابها الذين يعدون ثروتها الحقيقية، داعيا هذه الفئة إلى إشغال عقولها كل من يحاول بث اليأس وإحباط عزيمة شباب الجزائر والتمسك بالأمل في جزائر مستقرة ومستقبل واعد.

وفي موضوع آخر بات يتكرر بكثرة، تعلق بندرة الأدوية، الأمر الذي يؤرق المواطن ويريد من معاناة المرضى، أعلن رئيس الجمهورية عن قيام للفتشية العامة لرئاسة الجمهورية بتحقيق حول ندرة بعض أنواع الأدوية في السوق الوطنية.

وأوضح الرئيس أن لمعطيات الأولية تشير إلى وجود ندرة فعلية في السوق وهو ما دفع مساهمة لإمضاء تعليمات باللجوء إلى الاستيراد، لكنه شدد على ضرورة التحري حول سبب الندرة.

تحقيقات.. ولا تسامح مع اللوبيات

وأعتبر رئيس الجمهورية، أن هذه التظاهرات في تموين السوق "غير عادية" إذ أن الإمكانيات المالية متوفرة والمسؤوليات محددة بوضوح بالنسبة لكل طرف، ووعده بكشف نتائج التحقيق وتحديد مسؤوليات المتسببين في الندرة، مستطردا بالقول "أعدكم ببلاغكم ينتأج هذا التحقيق الذي يشرف عليه 37 مفتشا من رئاسة

وبيان أول نوفمبر وأن الأمر يتعلق فقط بمنح الدعم إن يستحقه".

حوار ونقاش لتنفيذ قرار هام

ومن المنتظر أن يتم لاحقا رفع الدعم عن بعض المواد في إطار آلية وطنية كما قال رئيس الجمهورية ولا أشار إلى أن الحكومة لن تتفرد برباها لهذا، أوضح الرئيس تبون، أن هذه اللجنة ستضم ممثلين من المجلس الشعبي الوطني، مجلس الأمة، النقابات، الأحزاب السياسية، وجميع الملتفات الحية في البلاد التي ستعطي رأيا بشكل منظم.

وفي هذا الصدد وبغية القيام بمراجعة هيكلية للنفقات كلف رئيس الجمهورية عن التحضير لقانون مالية تكميلي لسنة 2022 للتعامل بالنفقات الإضافية المدرجة خلال هذه السنة، مذكرا بأنه إجراء تفرسه الظروف والتستجدات.

ودائما في معرض حديثه عن حماية القدرة الشرائية للمواطن، وعن جهود الدولة لمواجهة غلاء أسعار المواد الغذائية في الأسواق الدولية، أشار الرئيس إلى قرار حصر نشاط استيراد هذه المواد على الهيئات التابعة للدولة ومع المستوردين الخواص من ذلك، بغية إيصال هذه المواد إلى المواطن بأسعار مقبولة.

كما توقف الرئيس مجددا عند التدابير الرامية لتحسين القدرة الشرائية للمواطن وعلى رأسها رفع النقطة الاستدلالية في الوظيف العمومي ورفع لعاشات وخفض الضرائب على الرواتب والشروع في صرف منحة البطالة وهي الأولى من نوعها في إفريقيا والعالم العربي. مع منح الحماية الاجتماعية للمستفيدين منها.

وفي سياق محاربة البطالة وتوفير مناصب الشغل للشباب أكد رئيس الجمهورية، أن القرارات المتخذة سمحت برفع العراقل عن أكثر من 800 مشروع من بين 900 مشروع استثماري كانت مجمدة، وهو ما سيسمح بتوفير 52 ألف منصب شغل كما قال.

أكد رئيس الجمهورية، خلال لقائه الأخير أول أس، مع ممثلي الصحافة الوطنية، الطابع الاجتماعي للدولة من خلال السهر على حماية القدرة الشرائية للمواطن والالتزام بمواصلة الإجراءات التي تصب في خانة دعم الطبقات الهشة وضمان وصول هذا الدعم إلى مستحقيه. وذلك من خلال اصلاحه من جملة من القرارات التي ستلتف تدريجيا ابتداء من الآن وإلى غاية مطلع السنة المقبلة.

زيادات أخرى في الأجور..

ولعل أهم نقطة تضمنتها هذه القرارات ويتنظرها المواطن بغارغ الصبر هي ما تعلق بالزيادة في الأجور، حيث أعلن الرئيس، بقرار زيادة في الأجور وفي منحة البطالة وسيرفع في تطبيقها مع مطلع السنة المقبلة، وذلك بعد تقسيم النتائج النهائية للمدخيل الوطنية للنتائج الحقيقية إلى ضابئة نهاية السنة الجارية، وطمان الرئيس الطبقة الشفيلة قائلا "نعمل قدر الاستطاع وبصفة تدريجية من أجل رفع القدرة الشرائية للمواطن". موضحا أن دعم الطبقات الهشة من مبادئ الجزائر المستقلة، لكنه أكد أن هذا الدعم يجب أن يتوجه إلى مستحقيه.

وهو السياق الذي كشف من خلاله الرئيس عن إنشاء لجنة وطنية مختصة بالتنصّب مع نهاية ماي المقبل للتعامل بمف مراجعة الدعم العمومي، قصد الانتقال من الدعم للعمم الذي يستفيد منه الجميع، بمن فيهم الأغنياء والفقراء على حد سواء إلى الدعم الوجه لمستحقيه وشارك جميع الفاعلين.

وأكد رئيس الجمهورية، أن سنة 2022 ستكون سنة "المراجعة الهيكلية للنفقات"، مشددا على أنه "لا يمكننا الاستمرار على نفس المنوال" عندما يتعلق الأمر بهذه المسألة، مضيفا أن نفقات الليزالية ستعرف "مراجعة هيكلية"، مؤكدا أن "دعم الطبقات الهشة والتوسط أمر مشروع منه" كونه يعد "مبدأ من مبادئ الجزائر المستقلة

قبل غلق الدورة البرلمانية قانون مالية تكميلي لـ2022... وارد

النفط. ينوء بريش بضرورة أخذ الحيطة والحذر في تحديد سعر مرجعي أعلى، وأضاف: «الحذر مطلوب في رفع السعر المرجعي لبرميل النفط، حتى إذا حدثت اختلالات في السوق الدولية لن تؤثر علينا». ومنتظر أن يستند مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، بحسب المتحدث، إلى رؤية اقتصادية، مثلما تحدث رئيس الجمهورية، الذي أكد أن سنة 2022 ستكون سنة اقتصادية بامتياز.

وبالحديث عن تشجيع الاستثمار ودعم المتعاملين الاقتصاديين، يعتقد بريش أنه قد توجد تدابير إضافية تراعى المتغيرات الاقتصادية، وتدابير أخرى لمعالجة نقائص جديدة، كما يمكن أن يتضمن المشروع تدابير جبائية وشبه جبائية تترجم إرادة اقتصادية لتشجيع الإنتاج في بعض القطاعات.

بالمقابل، تحدث عضو لجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني، عن تحديات اقتصادية هامة تنتظر الجزائر هذه السنة، وأشار إلى أهمية الاستقرار المؤسساتي والسياسي للبلاد في تحقيق الإقلاع الاقتصادي المنتظر.

حزمة إصلاحات

وأضاف: «نحن أمام تحدي إطلاق حزمة إصلاحات اقتصادية متضمنة في برنامج رئيس الجمهورية ومخطط عمل الحكومة، منها قانون الصرف والنقد، عصرنه النظام البنكي، قانون الاستثمار...».

وفي حديثه عن التحديات الاقتصادية، منها ما يخص قانون الاستثمار الجديد، قال بريش إن المرحلة الحالية تتطلب العمل بوتيرة أسرع وفعالية أداء: «أن قانون الاستثمار الجديد يُنتظر أن يجعل بيئة الاستثمار أكثر تسهيلا، من خلال إدخال أدوات عصرية لإدارة ومعالجة الملفات الاستثمارية».

يتوقع عضو لجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني عبد القادر بريش، مناقشة قانون مالية تكميلي لسنة 2022 قبل غلق الدورة البرلمانية. ويتحدث عن رؤية متكاملة وجوانب اقتصادية عديدة تُعرض وجود قانون تكميلي لميزانية الدولة.

رضا ملاح

قال عبد القادر بريش، لدى نزوله ضيفا على مواقع «الشعب» الإلكترونية، إنه يرتقب صدور قانون المالية التكميلي لسنة 2022: «قرار صدور قانون مالي تكميلي يبقى بيد الحكومة، لكن توجد اختلالات وجوانب كثيرة تفرض قانونا تكميليا لمعالجتها...».

وعن الجوانب التي يمالجها مشروع قانون المالية التكميلي، أشار بريش إلى ضرائب جاء بها قانون المالية لا تخدم الجانب الاجتماعي للدولة وأثرت على قطاعات، ما دفع رئيس الجمهورية لتجميدها على أن يتم تسويتها في قانون تكميلي.

القرارات الأخيرة المتعلقة بالنقطة الاستدلالية، منحة البطالة، تترتب عنها، بحسب بريش، أعباء إضافية في ميزانية الدولة، من الضروري تضمينها في باب نفقات إضافية في ميزانية الدولة.

برميل النفط

من جانب آخر، تحدث ضيف مواقع «الشعب» الإلكترونية، عن السعر المرجعي لبرميل النفط (45 دولارا) في قانون المالية لسنة 2022، «تعا في الاقتصاد العالمي وارتفاع أسعار النفط، دفع الأسعار إلى مستويات تجاوزت 100 دولار وتوجد توقعات باستقرارها، قد يكون هناك مراجعة للسعر المرجعي». في شق مراجعة السعر المرجعي لبرميل



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger